S'il vous plaît, un peu de décence

Christian Estrosi (LR), Henri Guaino (LR), Nicolas Dupont-Aignan (Debout la France), Florian Philippot (FN), Marion Maréchal-Le Pen (FN) et Alain Juppé (LR) ont brisé l'unité nationale dès les premières heures qui ont suivi le drame. (AFP/Antoine Gyori/Sud Ouest/AMM et AFP/archives)

UN PAYS BOULEVERSÉ, des familles endeuillées et une classe politique en ordre dispersé, quelques heures seulement après le drame, les corps des victimes n'étaient pas tous évacués de la promenade des Anglais que la droite et le FN brisaient déjà l'unité nationale. Entre opportunisme et impudence, ils ont enchaîné les prises de parole en cascade pour dénoncer « l'insécurité » et « l'angélisme » du gouvernement du député LR Georges Fenech, président de la commission d'enquête sur les attentats de 2015. Et ce alors que les conditions précises de l'attaque, le profil de l'assaillant et ses motivations n'étaient pas déterminés, et que des dizaines de victimes étaient en point pour gonfler cet événement INÉDIT « le fou d'artifice). Ils ont nous réclamons des renforts depuis des mois ? « c'est rapidement emporté Christian Estrosi, ex-maire de Nice, sur le ton de la polémique.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que l'opposition n'est livrée à un lessivage de cerveaux ! Ainsi, Henri Guaino, qui a regretté que les militaires à Nice n'aient pas eu... de lance-roquettes, de Frédéric Lefebvre qui a demandé l'état de siège, à Nicolas Dupont-Aignan qui a réclamé l'expulsion systématique des prédicateurs soudanaïds, au terme de leur prêche.

Florian Philippot, numéro deux du FN, a pour sa part remis sur la table la question de l'expulsion systématique des binationaux. Eclairs 5, alors même que l'auteur de l'attaque, Mohamed Lahouaiej-Bouhlel, bénéficiait d'une irresistible insuisonnerie et n'était pas connu des services de renseignement ? « Mais tout le monde sait que Nice est une poudrière islamiste », attaque la députée FN Marion Maréchal-Le Pen. Selon les enquêteurs, rien n'atteste pourtant à ce stade que l'individu était radicalisé. « L'islam radical exige des mesures radicales, poursuit-elle. Il faut un changement, un changement profond de notre politique carcérale et, bien sûr, la rétention en cause du droit du sol », enfonce-t-elle.

« On a le sentiment d'avoir affaire à des vautours », ne pugne le député socialiste Sébastien Pietrasanta, ex-maire de Nice (page 2d). « La droite est sans vergogne. Tous les coups sont permis, quelles que soient les circonstances », renchérit son collègue PS Philippe Doucet. Même Alain Juppé, d'ordinaire mesuré en pareilles circonstances, a pris part à la curée de la cadière, déclarant dès pertous-minet, sur RTL, que « si tous les moyens avaient été pris », l'attentat de Nice « n'aurait pas eu lieu ».

« C'est à vomir... » s'étrangle un proche de François Hollande. « Une faute de quart magistrale ! » reprend l'entourage de Bruno Le Maire, qui suspecte Juppé de s'être lancé dans une course à la droite dure pour tenter de jouer ou pas laisser le terrain libre à son principal concurrent à la présidence de la droite, Nicolas Sarkozy.

Le patron des Républicains est pourtant resté discret hier, même s'il a interrompu ses vacances en Corse pour participer à la cérémonie religieuse en hommage aux victimes à la cathédrale de Nice. Il a tout de même tous les six mois venir pour pleurer les victimes », a néanmoins lâché l'ancien président, le ton grave, en sortant de l'office. « A un moment, il va falloir dire les choses. Nous pas pour les dire, mais pour les faire », a-t-il ajouté, en vue de ses futures campagnes. Un peu plus tôt, François Hollande avait anticipé la critique, éventuant les effectifs policiers « bêtas dégradés » par son prédécesseur, sans le citer...

OLIVIER BEGUIMONT (AVEC M.SIC. ET P.TH.)
@sudouestbeauvoisset

Un article m'a agacé ce matin dans Aujourd'hui en France... Oui messieurs les journalistes et messieurs les socialistes... La France en a marre de ces attentats et la droite a raison de monter au créneau.

S'il vous plaît, un peu de décence

Christian Estrosi (LR), Henri Guaino (LR), Nicolas Dupont-Aignan (Debout la France), Florian Philippot (FN), Marion Maréchal-Le Pen (FN) et Alain Juppé (LR) ont brisé l'unité nationale dès les premières heures qui ont suivi le drame. *(LP/Golsztejn/Journois/Arandel/Lavieille et AFP/Leoty.)*

UN PAYS BOULEVERSÉ, des familles endeuillées et une classe politique... déjà divisée. Hier matin, quelques heures seulement après le drame, les corps des victimes n'étaient pas tous évacués de la promenade des Anglais que la droite et le FN brisaient déjà l'unité nationale. Entre opportunisme et impudence, ils ont enchaîné les prises de parole en cascade pour dénoncer « l'impuissance » de l'exécutif, selon le mot du député LR Georges Fenech, président de la commission d'enquête sur les attentats de 2015. Et ce alors que les conditions précises de l'attaque, le profil de l'assaillant et ses motivations n'étaient pas déterminés. « Combien de policiers nationaux étaient en poste pour protéger cet événement *(NDLR : le feu d'artifice)*, là où nous réclamons des renforts depuis des mois ? » s'est rapidement emporté Christian Estrosi, ex-maire de Nice, sur le ton de la polémique.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que l'opposition s'est livrée à un festival de surenchère, en un temps record ! Ainsi d'Henri Guaino qui a regretté que les militaires à Nice n'aient pas eu... de lance-roquettes, de Frédéric Lefebvre qui a demandé l'état de siège, à Nicolas Dupont-Aignan qui a réclamé l'expulsion systématique des étrangers condamnés, au terme de leur peine.

Florian Philippot, numéro deux du FN, a pour sa part remis sur la table la question de l'expulsion systématique des binationaux fichés S, alors même que l'auteur de l'attaque, Mohamed Lahouaiej Bouhlel, est de nationalité tunisienne et n'était pas connu des services de renseignement ! « Mais tout le monde sait que Nice est une poudrière islamiste », attaque la députée FN Marion Maréchal-Le Pen. Selon les enquêteurs, rien n'atteste pourtant à ce stade que l'individu était radicalisé. « L'islam radical exige des mesures radicales, comme la fermeture des frontières, un changement profond de notre politique carcérale et, bien sûr, la remise en cause du droit du sol », enfonce-t-elle.

> *« C'est à vomir »*
> **Un proche de François Hollande**

« On a le sentiment d'avoir affaire à des vautours », répugne le député socialiste Sébastien Pietrasanta *(lire notre interview en page 14)*. « La droite est sans vergogne. Tous les coups sont permis, quelles que soient les circonstances », renchérit son collègue PS Philippe Doucet. Même Alain Juppé, d'ordinaire mesuré en pareilles circonstances, n'y est pas allé avec le dos de la cuillère, déclarant dès potron-minet, sur RTL, que « si tous les moyens avaient été pris », l'attentat de Nice « n'aurait pas eu lieu ».

« C'est à vomir... » s'étrangle un proche de François Hollande. « Une faute de quart magistrale ! » reprend l'entourage de Bruno Le Maire, qui suspecte Juppé de s'être lancé dans une course à l'échalote sécuritaire pour ne pas laisser le terrain libre à son principal concurrent à la primaire de la droite, Nicolas Sarkozy.

Le patron des Républicains est pourtant resté discret hier, même s'il a interrompu ses vacances en Corse pour participer à la cérémonie religieuse en hommage aux victimes à la cathédrale de Nice. « On ne peut pas tous les six mois venir pour pleurer les victimes », a néanmoins lâché l'ancien président, le ton grave, en sortant de l'office. « A un moment, il va falloir dire les choses. Non pas pour les dire, mais pour les faire », a-t-il enchaîné, donnant le ton de sa future campagne. Un peu plus tôt, François Hollande avait anticipé la critique, éreintant les effectifs policiers « hélas dégradés » par son prédécesseur, sans le citer...

OLIVIER BEAUMONT (AVEC N.SC. ET P.TH.)
@olivierbeaumont